

Le bazar nucléaire iranien

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

À l'heure où le premier ministre israélien Bibi Netanyahou est invité à Washington par la Chambre des représentants pour s'exprimer au sujet du dossier nucléaire iranien, il est bon mettre en perspective les négociations avec l'Iran au cours de la dernière décennie. Ces négociations ont traîné en longueur malgré les sanctions imposées par l'ONU, les États-Unis et l'Union européenne.

En 2004, on demanda d'abord à l'Iran de terminer de façon permanente l'enrichissement de l'uranium. Une année plus tard, on permit la chose pour autant que l'enrichissement soit inférieur à 20%. En 2006, lorsque les négociations des 5 +1 (USA, Russie, Chine, France, Grande Bretagne et Allemagne) avec l'Iran débutèrent, on exigea l'arrêt des opérations et cette exigence fut abandonnée en 2009. On proposa alors d'entreposer les barres d'uranium enrichi en Europe. En 2013, on permit à l'Iran de conserver l'uranium enrichi à des fins de recherche en un seul endroit. On découvrit un nouveau site nucléaire secret à Fordow. On exigea sa fermeture avant de se limiter à la suspension de son opération.

Lorsque les négociations avec l'Iran débutèrent en 2003, l'Iran avait 130 centrifugeuses et ne produisait pas de matières fissiles pour des armes nucléaires. Elle est en possession aujourd'hui de près de 19 000 centrifugeuses et possède 7 tonnes de matière fissile enrichie à faible teneur qui pourraient être transformées à des fins militaires (7 à 10 bombes de la puissance des bombes nucléaires lâchées sur Hiroshima) en l'espace de quelques mois. En 2013, on permit d'entreposer ce matériel en Iran sous une forme réversible au bout de quelques mois.

Pourquoi l'Iran conclurait-il ce dossier devant les concessions de plus en plus étendues des puissances internationales et alors que son programme d'enrichissement nucléaire a été reconnu de facto ? Tels des marchands de bazar, les négociateurs iraniens ont fait traîner en longueur les négociations pour arriver à leur fin. Qui plus est, leur capacité nucléaire réelle a été dissimulée malgré les sanctions internationales : en 2006,

l'ONU interdit le transfert d'armes pouvant servir à des missiles balistiques et a recommandé la vigilance par rapport aux banques iraniennes. Les États-Unis ont cessé les relations commerciales avec l'Iran en 1979 et ont élargi leur interdit aux firmes non américaines. L'Union européenne a décrété un embargo en matière d'achat de pétrole et d'assistance technique à l'industrie pétrolière iranienne.

Pendant que ces négociations se tenaient, l'Iran a surarmé le Hezbollah libanais tout en faisant fi de la souveraineté libanaise ; a fait déferler en Syrie des milices chiites de tout bord pour maintenir en place le dictateur Assad de Syrie ; a contribué à la persécution des sunnites irakiens qui se sont joints aux extrémistes d'Al-Qaeda et de l'État islamique après le départ des troupes américaines d'Irak ; a aidé la minorité chiite houthis à prendre le pouvoir au Yémen. L'inquiétude devant le retrait américain de la région et l'emprise iranienne grandissante pousse ses voisins à se procurer de la technologie nucléaire. L'Égypte vient de conclure une entente à cet effet avec la Russie.

Pendant que ces négociations se tenaient, l'Iran a veillé à ce que le conflit israélo-arabe ne se résolve pas en dotant le Hamas de Gaza de missiles tirés de façon aléatoire sur les populations civiles d'Israël. L'Iran entretient la haine de sa population en orchestrant des rallyes de dizaines de milliers de personnes vociférant « Mort à l'Amérique ! »

Selon l'ancien secrétaire d'État américain Kissinger¹, les demandes visant à empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire se sont diluées pour maintenir un délai de un an pour la fabrication d'armes nucléaires. Or, les Iraniens pourraient aisément faire traîner les discussions sur les modalités d'inspection durant cette année cruciale. Nul doute que le scepticisme grandit envers toute entente qui sera conclue entre les 5 +1 et la République islamique d'Iran et qui ne soit pas assortie de mesures préventives musclées.

¹ Henry Kissinger, World order, Penguin Press 2014 et article "Kissinger on Iran" du Wall Street Journal du 9 février 2015.